

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.
GENERALE
A/3973
3 novembre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE EN DATE DU 31 OCTOBRE 1958 ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

New-York, le 31 octobre 1958

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la déclaration du Gouvernement soviétique sur la question de la cessation des essais nucléaires, ainsi que le texte de la note que le Gouvernement de l'URSS a adressée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 30 octobre 1958.

Je vous prie de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour que le texte de la déclaration et de la note susmentionnées soit publié et distribué comme document officiel de l'Organisation des Nations Unies.

Le Représentant permanent de
l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Signé : A. SOBOLEV

DECLARATION DU GOUVERNEMENT SOVIETIQUE SUR LA QUESTION
DE LA CESSATION DES ESSAIS NUCLEAIRES

Le 31 octobre, la conférence des représentants des Gouvernements de l'URSS, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, réunies en vue de résoudre la question de la cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène, commencera ses travaux à Genève.

Encouragés par les résultats positifs de la Conférence d'experts qui s'est réunie récemment à Genève et a élaboré des recommandations au sujet des méthodes de détection des essais nucléaires, les peuples mettent de grands espoirs dans la Conférence des trois Puissances qui va s'ouvrir; ils attendent qu'elle apporte une solution pratique à l'un des problèmes les plus graves et les plus urgents de l'époque contemporaine, et que l'on en finisse partout et une fois pour toutes avec les explosions expérimentales de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène.

On peut dire sans exagération que ce problème concerne directement les intérêts vitaux de toute la population du globe. En effet, même sans parler des conséquences des explosions nucléaires pour la santé des êtres humains, les expériences d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène qui se poursuivent donnent encore plus de vigueur à l'émulation dans le domaine de la création de moyens de destruction massive toujours plus dévastateurs, accroissent le danger d'une guerre au cours de laquelle on ferait usage de fusées à charge nucléaire.

En envoyant ses représentants à la Conférence de Genève, le Gouvernement soviétique est convaincu que cette Conférence des trois Puissances qui possèdent l'arme nucléaire, dispose de tous les moyens lui permettant de résoudre de façon positive le problème historique de la cessation définitive des assaïs portant sur les types d'armes les plus destructeurs et les plus mortels que l'humanité ait jamais créés.

L'Union soviétique exige une cessation immédiate, en tous lieux et à tout jamais, des essais d'armes nucléaires. Tout nouveau retard dans la solution de la question de la cessation des essais nucléaires ne ferait que créer, comme l'expérience le prouve, des difficultés sans cesse renouvelées qui empêcheront d'arriver à l'accord nécessaire entre les Etats sur cette question.

Exprimant la volonté du peuple soviétique et partageant le souhait ardent de tous les peuples du monde de voir mettre fin aux essais d'explosions d'armes nucléaires, le Soviet suprême de l'URSS et le Gouvernement soviétique ont pris le 31 mars 1958 - afin de faire de façon concrète un premier pas vers la cessation universelle des essais nucléaires - la décision de cesser de manière unilatérale en Union soviétique tous les essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. L'Union soviétique a volontairement renoncé à procéder à des essais nucléaires et, pendant une longue période, elle a attendu que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni suivent son exemple. L'Union soviétique a accompli cet acte sans précédent dans l'histoire des relations entre les Etats, bien que, jusqu'à ce jour, elle ait procédé à des essais d'explosions nucléaires expérimentales moins nombreux que ceux qu'ont effectués les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni n'avaient qu'à suivre ce noble exemple donné par l'Union soviétique, et les explosions de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène n'auraient plus ébranlé les espaces de l'océan Pacifique ou de l'Arctique, et l'humanité aurait été sauvée de toutes les conséquences néfastes des expériences nucléaires. Pourtant les Etats-Unis et le Royaume-Uni n'ont pas voulu s'associer au geste du Gouvernement soviétique. Qui plus est, à la cessation des expériences par l'Union soviétique, les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont répondu en procédant à des explosions de leurs bombes nucléaires avec une intensité inégalée jusqu'alors.

Après le 31 mars - date de la cessation par l'Union soviétique des essais de tous les types d'armes nucléaires - les Etats-Unis, à eux seuls, ont procédé à une cinquantaine d'explosions de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène. On est allé jusqu'à déclencher deux à trois fois par jour des explosions nucléaires sur les polygones américains. Le Gouvernement britannique a également intensifié les essais nucléaires. Voilà comment les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni se préparent aux négociations sur la cessation des essais! S'il fallait encore une preuve quelconque de ce que les Etats-Unis et le Royaume-Uni se contentent de dire qu'ils sont prêts à accepter une cessation des essais, alors qu'en réalité ils font des efforts dans une toute autre direction, se livrant à une course effrénée aux armements nucléaires, ces actes des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni en apportent l'éclatante démonstration.

/...

Pendant longtemps, les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont prétendu qu'il était impossible en général de contrôler l'application d'un accord entre les Etats sur la cessation des essais. Le Gouvernement soviétique a toujours estimé que les moyens scientifiques et techniques dont disposent les Etats permettent fort bien d'établir un contrôle sûr de l'exécution d'un accord sur la cessation des essais nucléaires et que les allusions des Puissances occidentales à des difficultés imaginaires, voire à l'impossibilité d'un tel contrôle, ne constituent rien d'autre qu'une tentative de tromper les peuples et de camoufler leur volonté de ne pas mettre fin aux essais nucléaires.

La récente Conférence d'experts de Genève, à laquelle participaient aussi des représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, a pleinement confirmé cette façon de voir du Gouvernement soviétique. La Conférence d'experts est arrivée à la conclusion qu'un contrôle de la cessation universelle des essais nucléaires est parfaitement possible et que l'établissement d'un système de contrôle est pratiquement réalisable. En ce qui concerne le Gouvernement soviétique, on sait qu'il a accepté toutes les conclusions et recommandations de la Conférence d'experts de Genève et qu'il est prêt, de son côté, à contribuer à leur mise en oeuvre.

En fait, il existe depuis longtemps dans le monde une situation où aucune explosion nucléaire ne peut avoir lieu sans être décelée et enregistrée dans d'autres pays. Ainsi, l'Union soviétique a tout aussi bien connaissance des essais d'armes nucléaires effectués aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, que ces deux derniers pays ont connaissance des essais nucléaires effectués en Union soviétique. Par conséquent, le véritable obstacle, ce n'est nullement le contrôle de la façon dont sera appliqué un accord sur la cessation des essais d'armes nucléaires, mais bien le refus des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni de souscrire à un tel accord et, par là même, de mettre fin aux expériences dangereuses faites avec des bombes atomiques et des bombes à l'hydrogène.

Après la Conférence d'experts de Genève, lorsqu'il est devenu impossible d'invoquer les difficultés touchant l'établissement d'un contrôle, les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont eu recours à de nouvelles manoeuvres. Le 22 août, ils ont annoncé qu'ils étaient prêts à mener des négociations, mais uniquement en ce qui concerne la "suspension" des essais d'armes atomiques et à

l'hydrogène, et non au sujet de la cessation définitive de ces essais. En outre, dans les déclarations du président Eisenhower et du Premier Ministre Macmillan, il est question d'un arrêt des essais pour la durée d'un an, ce qui représente précisément la période nécessaire pour étudier les résultats des essais antérieurs et pour se préparer à la série suivante d'explosions nucléaires.

Il est vrai que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni admettent la possibilité de prolonger ultérieurement la suspension des essais pour de nouvelles périodes d'un an. Cependant, ils subordonnent la possibilité d'une prorogation à toute une série de conditions, et, en particulier, à la conclusion d'un accord sur des "mesures fondamentales et essentielles" dans le domaine du désarmement. De ce fait, on s'efforce, une fois de plus, de lier au problème du désarmement dans son ensemble la question fort simple - qui est d'ailleurs mûre depuis longtemps - de la cessation des essais de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène, dont la solution n'exige, en somme, rien d'autre que la bonne volonté des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Or, ce problème du désarmement fait, depuis treize ans déjà, l'objet de négociations entre les Puissances et, malgré tous les efforts de l'Union soviétique, non seulement aucun progrès réel n'a pu être accompli dans la solution de ce problème capital, mais encore on n'est même pas parvenu à rapprocher tant soit peu les positions des parties intéressées.

Pourquoi fallait-il que les Etats-Unis et le Royaume-Uni posent de telles conditions en faisant dépendre la cessation des essais d'armes nucléaires de la solution de questions beaucoup plus compliquées? C'était, de toute évidence, uniquement pour empêcher la conclusion d'un accord sur la cessation définitive des essais d'armes nucléaires, pour garder les mains libres en vue de reprendre de tels essais au moment qu'ils jugeraient propice. Accepter cette proposition des Etats-Unis et du Royaume-Uni, c'est se rendre complice d'une tentative de tromper les peuples qui exigent des gouvernements qu'il soit mis fin aux essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement soviétique juge la proposition des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni tendant à la suspension des essais nucléaires pendant un an, entièrement inacceptable et la rejette de façon catégorique.

/...

En présentant leur proposition relative à la suspension des essais pour un an, après avoir procédé à toute vitesse à la série d'essais la plus intensive qui ait eu lieu jusqu'à présent, les Etats-Unis et le Royaume-Uni cherchent manifestement à s'assurer des avantages militaires unilatéraux sur l'Union soviétique. Il est évident que le Gouvernement soviétique est obligé d'en tenir compte.

La position des Puissances occidentales, qui se refusent à toute cessation immédiate et inconditionnelle des essais d'armes nucléaires et qui procèdent à des explosions atomiques et à l'hydrogène d'une ampleur toujours croissante, a déjà contraint l'Union soviétique à reprendre les essais nucléaires afin d'assurer sa sécurité. Les mesures prises par les Puissances occidentales donnent à l'Union soviétique le droit absolu de poursuivre les explosions expérimentales dans la proportion de une pour une en fonction du nombre des explosions effectuées par les Etats-Unis et le Royaume-Uni conjointement, tant que le nombre d'explosions effectuées par l'Union soviétique après la reprise de ses essais ne sera pas égal au nombre d'explosions nucléaires que ces Puissances ont effectuées depuis le 31 mars 1958. C'est précisément ainsi qu'entend procéder le Gouvernement soviétique soucieux de la sécurité du peuple soviétique, aussi longtemps que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni continueront d'empêcher un accord et d'opposer sans cesse de nouveaux obstacles à la conclusion d'un accord sur la cessation immédiate et définitive des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. Que les gouvernements de ces deux Puissances ne se bercent pas de l'illusion qu'ils pourraient déterminer le moment où l'Union soviétique devra, dans ces conditions, procéder ou ne pas procéder à des essais d'armes nucléaires. La position des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni au sujet de la cessation des essais nucléaires a placé l'Union soviétique devant une alternative : ou bien un accord se fera sur la cessation générale des essais nucléaires à tout jamais, ou bien l'Union soviétique, comme cela a été indiqué plus haut, poursuivra ces essais. Si les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni sont prêts à conclure un tel accord, l'Union soviétique, après l'avoir signé dès à présent, cessera immédiatement les essais en même temps que ces deux pays, bien que l'Union soviétique ait effectué moins d'explosions expérimentales que les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Ces derniers jours, à mesure que se rapproche la date de l'ouverture des négociations à Genève, des tentatives sont faites aux Etats-Unis et au Royaume-Uni qui visent à donner une fausse interprétation à la position de l'Union soviétique au sujet de la cessation des essais d'armes nucléaires. On répand des fables selon lesquelles l'Union soviétique aurait "changé" d'attitude dans cette question; c'est tout juste si elle ne serait pas sur le point de refuser une cessation des explosions expérimentales. C'est dans ce sens que s'est prononcé notamment le 28 octobre, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Dulles; sa déclaration visait essentiellement à présenter sous un faux jour la position de l'Union soviétique quant à la cessation des essais nucléaires et à détourner l'opinion publique du refus obstiné du Gouvernement des Etats-Unis d'accepter un accord sur la cessation définitive des explosions expérimentales de bombes atomiques et à l'hydrogène, que cherche l'Union soviétique.

Cherchant à disculper son gouvernement, dont la position en matière de cessation des essais va à l'encontre des exigences des peuples, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a même monté une version d'après laquelle l'Union soviétique, au cours de la Conférence d'experts de Genève, serait parvenue à la conclusion que les Puissances occidentales l'avaient dépassée dans le domaine des recherches nucléaires et, dans ces conditions, "ne s'intéressait plus à la cessation des essais". L'absurdité de ces assertions est évidente pour quiconque ne méconnaît pas délibérément la campagne que le Gouvernement soviétique a menée et continue de mener avec constance en vue de la cessation des essais d'armes nucléaires; d'ailleurs, ceux qui croient l'Union soviétique "en retard" pour ce qui est des recherches nucléaires tentent simplement de faire prendre leurs désirs pour des réalités. Quant à la Conférence d'experts de Genève, il n'y a nullement été question du niveau des réalisations scientifiques obtenues par les Etats en matière d'armes nucléaires, comme tout le monde le sait, et en particulier les dirigeants du Gouvernement des Etats-Unis.

Fait significatif, à la veille de la Conférence des représentants des trois Puissances chargés d'étudier la cessation des essais, le Gouvernement des Etats-Unis a jugé bon de se livrer à des prédictions pessimistes sur l'issue éventuelle de cette Conférence. Il est permis de se demander à ce propos dans quelle intention le Gouvernement des Etats-Unis se présente à la Conférence de Genève.

/...

Pour sa part, l'Union soviétique s'efforcera comme par le passé d'assurer à tout jamais la cessation immédiate et universelle des essais d'armes nucléaires. C'est cette volonté qui animera ses représentants à la Conférence de Genève. Si les Etats-Unis et le Royaume-Uni adoptent la même attitude, la question de la cessation des essais d'armes nucléaires sera résolue définitivement et entièrement le jour même où ces gouvernements annonceront qu'ils acceptent de mettre fin pour toujours aux essais nucléaires.

NOTE ADRESSEE AU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE PAR LE
GOUVERNEMENT DE L'URSS LE 30 OCTOBRE 1958

Se référant à la note de l'Ambassade des Etats-Unis No 392 en date du 20 octobre, concernant les négociations que les Etats-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni vont entamer à Genève au sujet de la cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène, le Ministère des affaires étrangères de l'URSS a l'honneur de faire la communication suivante.

Dans la note de l'Ambassade, comme dans les notes antérieures du Gouvernement des Etats-Unis relatives aux négociations de Genève, il est dit que ces négociations devront être consacrées à la question de la suspension - et non de la cessation - des essais d'armes nucléaires. Comme précédemment, le Gouvernement des Etats-Unis, dans sa note, indique qu'un certain nombre de conditions devront être remplies préalablement à la réalisation d'un accord sur la cessation universelle des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. Qui plus est, il souligne avec force la difficulté d'exécuter un accord relatif au contrôle de la cessation des essais d'armes nucléaires. A cet égard, il est opportun de rappeler qu'à Genève, les experts de huit Etats non seulement ont conclu à l'unanimité qu'il était parfaitement possible de créer un système de contrôle apte à fonctionner et efficace pour surveiller l'observation d'un accord sur la cessation des essais d'armes nucléaires, mais encore ont formulé des recommandations concrètes touchant la mise sur pied de ce système. Dans ces conditions, on ne peut manquer de le constater, vouloir que certaines conditions soient remplies préalablement à la cessation des essais d'armes nucléaires, énoncer des réserves, souligner la complexité et les difficultés de la mise en oeuvre du contrôle, c'est chercher, comme par le passé, à faire artificiellement obstacle à la prompt conclusion d'un accord prévoyant la cessation universelle et définitive des essais d'armes nucléaires.

A ce sujet, le Ministère des affaires étrangères juge indispensable de confirmer la position du Gouvernement soviétique telle qu'elle ressort notamment de ses notes en date du 30 août et du 1er octobre, à savoir que la Conférence qui va s'ouvrir à Genève entre l'URSS, les Etats-Unis et le Royaume-Uni doit avoir pour objectif la conclusion d'un accord sur la cessation définitive des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène, avec établissement d'un contrôle approprié pour surveiller l'exécution de cet accord.

La cessation immédiate et universelle des essais d'armes nucléaires est une tâche urgente qui touche aux intérêts vitaux de l'humanité tout entière, et le Gouvernement soviétique veut espérer qu'à la suite des négociations qui vont s'ouvrir le 31 octobre à Genève, tous les Etats cesseront à tout jamais de procéder à des essais d'armes nucléaires. Le Gouvernement soviétique fera, quant à lui, tout ce qui est en son pouvoir pour atteindre cet objectif. Il est fermement persuadé que si les autres parties aux négociations, c'est-à-dire les Etats-Unis et le Royaume-Uni, abordent, elles aussi, le problème dans le même esprit, la Conférence pourra conclure un accord sur la cessation des essais de tous les types d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. Le Gouvernement soviétique regrette que sa proposition tendant à organiser la Conférence de Genève au niveau des ministres des affaires étrangères n'ait pas recueilli l'appui du Gouvernement des Etats-Unis. Il persiste à penser que si la Conférence avait lieu à ce niveau, les conditions les plus favorables se trouveraient réunies pour la conclusion d'un accord sur la cessation des essais d'armes nucléaires dans les délais les plus rapides. Cependant, étant donné que, d'après la note de l'Ambassade, le Gouvernement des Etats-Unis se déclare prêt en principe à se faire représenter à Genève par son Secrétaire d'Etat à un certain stade des négociations, le Gouvernement soviétique propose que les Ministres des affaires étrangères de l'URSS, des Etats-Unis et du Royaume-Uni participent ultérieurement aux travaux de la Conférence, ce qui permettrait sans aucun doute d'arriver le plus vite possible à l'entente indispensable sur la cessation des essais d'armes nucléaires.
